

MIOCHE, Antoine. *Hong Kong. L'empire des contresens*. Paris, PUF, 1998, 230 p.

Claude Comtois

Volume 30, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704071ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704071ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Comtois, C. (1999). Compte rendu de [MIOCHE, Antoine. *Hong Kong. L'empire des contresens*. Paris, PUF, 1998, 230 p.] *Études internationales*, 30(3), 626–628. <https://doi.org/10.7202/704071ar>

le projet d'annexer la Chine continentale. Où est le pragmatisme dans une telle politique !

Au lieu de préconiser une solution à la Hong Kong, l'auteur aime mieux se tourner vers le passé. Mais ce retour au passé ne correspond plus aux objectifs de la *realpolitik* de la politique étrangère américaine.

Les États-Unis ont octroyé à la Chine la clause de la nation la plus favorisée, afin de bénéficier de ce nouveau et vaste marché. Il nous semble que Taiwan, reste très secondaire pour les Américains. Depuis l'époque de Nixon, les États-Unis pratiquent une politique éclairée envers la Chine populaire. L'ouvrage de Garver est assez anachronique envers ces développements.

Si l'auteur avait proposé une nouvelle approche pour Taiwan, par exemple un partenariat avec la Chine populaire avec les États-Unis comme intermédiaires, ceci aurait été davantage plus à propos et actuel pour alimenter la politique américaine envers Taiwan et la Chine populaire.

Le présent ouvrage ne remplit malheureusement pas les attentes. L'auteur nous renvoie encore dans les relations confuses qui ne tiennent pas compte des développements en République populaire de Chine, aux États-Unis et dans la communauté internationale, ni même de ceux au sein des masses taiwanaises.

Donald CUCCIOLETTA

Études américaines  
Université du Québec à Montréal

### Hong Kong. L'empire des consens.

MIOCHE, Antoine. Paris, PUF, 1998, 230 p.

Voici un ouvrage qui arrive à point nommé. Cet essai, à la fois historique et polémique, apporte une contribution originale aux débats qui entourent la rétrocession de Hong Kong à la Chine depuis juillet 1997. L'auteur débute son texte en analysant avec références à l'appui, les conditions historiques qui ont présidé à la création de Hong Kong. L'auteur démontre que Hong Kong est le résultat d'une convergence entre les intérêts des marchands et ceux des autorités britanniques dans leurs stratégies de conquête du marché chinois. Mioche explique ensuite, à l'aide d'une analyse de contenu des traités rédigés au 19<sup>e</sup> siècle, comment Hong Kong est devenu une base juridique subordonnée au service des politiques diplomatiques et commerciales britanniques menées sur le continent. Troisièmement, l'auteur analyse le statut juridique des Nouveaux Territoires de Hong Kong acquis en 1898 par les Britanniques auprès des autorités chinoises pour un bail de 99 ans. Mioche explique que le statut de territoire à bail permet de maintenir un territoire sous souveraineté nominale chinoise tout en reconnaissant la juridiction britannique exclusive de celle des autres puissances. Ainsi, Londres peut administrer seule une enclave qui ne peut être menacée par d'autres puissances sans confronter la Chine. Cette construction juridique inédite est une innovation considérable qui distingue la colonie de Hong Kong. La combinaison du bail et de l'administration directe des Nouveaux Territoires par les autorités coloniales

représente une synthèse entre le port consulaire et le port colonial. Cette situation permet à la Grande-Bretagne d'élaborer une stratégie à long terme d'implantation britannique en Chine. L'auteur nous expose que ce mode d'occupation était un calcul délibéré qui permettait aux autorités britanniques de constituer des zones d'influence en Chine. Ce chapitre est certainement un des points forts du volume. Au chapitre 4, l'auteur explique comment la Grande-Bretagne était inévitablement appelée à transférer la souveraineté de Hong Kong en 1997 auprès des autorités chinoises et comment la Chine se devait de reprendre l'exercice de ses droits souverains. La Grande-Bretagne ne pouvait conserver Hong Kong autant pour des motifs de politique extérieure (*i.e.* le maintien d'une colonie) que pour des motifs de politiques intérieures (*i.e.* les problèmes d'immigration). L'hypothèse du maintien de Hong Kong dans les limites géographiques de la cession à perpétuité de 1842 n'était pas réaliste. D'ailleurs, l'intégration de Hong Kong par la Chine s'inscrit dans le contexte d'une longue histoire politique d'intégrité territoriale. Au chapitre 5, l'auteur aborde les fondements de la réussite économique de Hong Kong. Il explique que l'unification économique entre Hong Kong et la Chine s'inscrit dans le cadre d'une stratégie des entrepreneurs de Hong Kong qui étaient déjà implantés en Chine méridionale, dans le delta de la Rivière-des-Perles bien avant juillet 1997. De façon davantage marquée, Mioche démontre que Hong Kong ne peut servir de modèle de développement auprès de pays du Tiers-Monde parce que les conditions historiques et juridiques qui ont présidé à sa création

sont uniques. Enfin, sixièmement, l'auteur expose les différentes dimensions liées aux droits de l'homme, aux libertés publiques et aux problèmes de nationalité. Cette analyse nous permet de mieux comprendre comment la conversion tardive de la Grande-Bretagne à la démocratie doit être interprétée comme une oeuvre de politique fiction.

Le texte trace un portrait complet de la situation en porte-à-faux de Hong Kong. L'essai de Mioche expose remarquablement les différentes dimensions du développement de Hong Kong et offre une nouvelle perspective sur les impacts liés à la rétrocession. Trois éléments pourraient toutefois être ajoutés pour compléter l'argumentation de l'auteur. Premièrement, il est important de souligner qu'un des impératifs chinois dans le contexte des négociations avec les autorités britanniques était précisément de démontrer la capacité des autorités chinoises à négocier des traités internationaux. Cette démarche est concomitante aux politiques d'ouverture de la Chine. Deuxièmement, il faudrait nuancer les propos sur l'État de droit et la non-intervention du gouvernement qui aurait existé à Hong Kong. Au contraire, le gouvernement de Hong Kong était très dirigiste. En outre, les libertés de conscience, de presse et de réunions n'ont jamais été reconnues comme des droits acquis, et la commission McLennan a bien démontré que l'appareil judiciaire n'était pas vraiment indépendant du système colonial ou libre de corruption. Troisièmement, la bibliographie aurait gagné à inclure la contribution des intellectuels de Hong Kong. Des documents tels que *The Other Hong Kong Report* et *Hong Kong Dilemma of*

*Growth* auraient permis de démontrer l'aspect relationnel de la géographie politique de Hong Kong. Néanmoins, il faut féliciter la contribution de Mioche. Son essai est une réussite et offre une perspective originale à la compréhension de la problématique hongkongaise.

Claude COMTOIS

Centre d'Études de l'Asie de l'Est  
Université de Montréal

## AMÉRIQUE LATINE

### The Armed Forces and Democracy in Latin America.

FITCH, J. Samuel. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 284 p.

L'étude du pouvoir des militaires dans les nouvelles démocraties constitue déjà un corpus important en science politique. Or, renouveler un corpus aussi important est une tâche peu aisée. C'est justement à cette tâche que s'est attardé J. Samuel Fitch dans son ouvrage *The Armed Forces and Democracy in Latin America*. Ce livre est le résultat de douze années de travail sur les relations civilo-militaires dans les nouvelles démocraties latino-américaines. Toutes ces années de travail dans le but de mettre à jour et d'étendre les connaissances à propos de la relation entre les forces armées et les régimes démocratiques post-transitionnels en Amérique latine.

L'auteur se pose de multiples questions pour tenter de cerner précisément ce qui constitue une relation civilo-militaire démocratique en Amérique latine. Par exemple, au niveau empirique, il cherche à savoir quels sont les modèles schématiques

(*patterns*) d'autonomie/subordination qui existent entre les militaires et les responsables civils et surtout comment ces *patterns* ont évolué depuis la transition démocratique. De plus, il s'interroge à savoir dans quelle mesure le contrôle démocratique des forces armées a été consolidé, institutionnalisé ou détourné. Au niveau législatif, la question principale du livre est de savoir comment promouvoir un contrôle démocratique effectif des forces armées dans une région historiquement et structurellement habituée à une forte autonomie politique des militaires.

Pour atteindre ces buts et répondre à ces nombreuses questions, l'auteur a interviewé jusqu'à 150 officiers des armées équatorienne et argentine sur leur perception du rôle des militaires dans la vie politique démocratique. L'Argentine et l'Équateur constituent d'ailleurs les deux études de cas principales du livre. Par contre, afin d'éviter les travers habituels de la littérature, selon les mots de l'auteur, les deux études de cas sont remises dans un contexte régional. Plus particulièrement, J.S. Fitch analyse les relations civilo-militaires dans la région des Andes (au Pérou et en Équateur), en Amérique centrale (au Guatemala et au Honduras) et dans le Cône sud (au Brésil, au Chili et en Argentine).

J.S. Fitch réfute d'entrée de jeu la thèse de S. Huntington qui indique que la professionnalisation des armées les mène à un contrôle civil. Il étaye son argumentation en signalant que la culture politique et les conditions structurelles typiquement latino-américaines encouragent une professionnalisation politisée des armées,